

Bordeaux Agglo

BORDEAUX

Le ministre des Transports en visite mercredi

Denis Lherm, d.lherm@sudouest.fr



L'objectif en Gironde est d'un train toutes les trente minutes. ARCHIVES SÉBASTIEN DARSY

Patrice Vergriete est très attendu au colloque du Groupement des autorités responsables de transport pour parler RER métropolitain

Après Lyon en 2022 et Nantes en 2023, Bordeaux accueille cette année le colloque annuel du Groupement des autorités responsables de transport (Gart), mercredi, dans l'hémicycle de la Métropole. Depuis 1981, cette association rassemble des élus de tous horizons, s'imposant comme experte en matière de transports publics (conseil aux collectivités, lobbying auprès des parlementaires et des ministres...).

« SERM : des enjeux stratégiques et de gouvernance au service de l'intermodalité. » Certes peu glamour, le thème du colloque 2024 concerne en fait une grande partie de la population. Les SERM (services express régionaux métropolitains) désignent les projets de RER métropolitains, qui sont en cours ou en gestation dans toutes les grandes agglomérations. Dont Bordeaux. Le ban et l'arrière-ban de l'univers des transports en commun seront là, au point qu'il a fallu ouvrir une deuxième salle pour le colloque. Le ministre Vergriete sera très attendu. Élu à Mérignac, vice-président du GART, responsable de la commission transports à la Métropole, Gérard Chausset insiste sur l'importance de cette réunion : « Ces trente dernières années, les agglomérations se sont dotées de systèmes de transport en commun. Aujourd'hui, l'enjeu est de toucher les zones non desservies, les deuxième ou troisième couronnes. C'est l'objectif des RER métropolitains. Il y a une dizaine de projets en France, dont deux plus avancés que les autres : Strasbourg et Bordeaux. Ces agglomérations n'ont pas attendu la loi de 2024 sur les SERM pour lancer leur projet. »

La question du financement

En 2022, Emmanuel Macron avait fait du ferroviaire une priorité, avec une enveloppe de 100 milliards d'euros d'ici à 2040, dont 800 millions pour les SERM. Depuis, rien de concret sur le financement n'a été cadré par le gouvernement. Un silence qui inquiète les collectivités. « Elles sont invitées au restaurant, mais en sortant elles découvrent parfois que ce sont elles qui payent ! » résume Gérard Chausset. Le ministre sera forcément questionné sur ce point épineux.

Publié le 11/03/2024 – Sud-Ouest – David Lherm